

« Il y aura toujours un Emilio »

Avant ces révélations, cet homme était considéré comme le porte-parole des « Dames en blanc » et l'un des « journalistes indépendants » les plus actifs dans les médias anticubains. Son témoignage met à nu la politique subversive des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba

Deysi Francis Mexidor

Traduction Granma International

« Bonjour aux auditeurs de Radio Republica. Carlos Serpa Maceira, le directeur de l'Union des journalistes libres de Cuba, vous parle depuis La Havane... »

La surprise a été grande : Carlos Serpa Maceira, le « journaliste indépendant » qui a fait le plus de reportages pour les médias anticubains en 2009, n'est autre que... « Emilio », agent de la Sécurité de l'Etat.

Le ministère de l'Intérieur a décidé de révéler son identité pour illustrer de manière irréfutable la sale besogne des groupuscules de

la contre-révolution dans le pays, en mettant à nu ses principaux agents, au service des administrations successives des Etats-Unis dans leur volonté malade de renverser la Révolution cubaine. A cette fin, elles dirigent, financent, soutiennent, protègent et encouragent une « dissidence » sans légitimité dans l'île.

Où es-tu né ?

Je suis originaire de Cardenas, de la province de Matanzas. Cardenas est le berceau du leader étudiant José Antonio Echeverria. Et je suis né un 10 octobre, le jour où, en 1868, Carlos Manuel de Céspedes, le Père de la Patrie, engagea depuis l'usine à sucre de La Demajagua la Guerre des dix ans, au cri de « l'Indépendance ou la mort ! ». Voilà pourquoi je m'appelle Carlos Manuel.

Mais tu as des affinités particulières avec l'île de la Jeunesse ?

C'est là que je vis et qu'est née ma fille il y a 18 ans. L'île de la Jeunesse est au cœur de mon histoire personnelle.

Dans quel contexte surgit Emilio ?

Emilio est mon pseudonyme pour la Sécurité de l'Etat. C'est le nom de mon oncle, qui m'a élevé. J'ai pensé que la meilleure manière d'honorer sa mémoire et la cause qu'il a défendue était de porter son nom. Mon oncle a combattu à Playa Giron.

« Emilio », l'agent, commence ses missions en 2001.

Avec qui es-tu alors entré en relation ?

Avec le dénommé Comité local pour les droits de l'Homme, dont le président était Hubert Rodriguez Tudela, qui se trouve aujourd'hui aux Etats-Unis. Je passe ensuite à la Fondation de l'île des Pins des Droits de l'homme et du Développement territorial, un autre groupuscule contre-révolutionnaire qui s'était constitué sur place et dont je deviens une sorte de « porte-parole ». C'est dans cette étape que je commence à fournir mes premiers reportages à Radio Marti.

Après, je suis entré à l'Union des journalistes et des écrivains cubains indépendants, une prétendue agence de presse présentant le même profil que les groupes susmentionnés et dirigée par Fara Armenteros, qui, elle aussi, réside aujourd'hui aux Etats-Unis.

Comment entrez-vous en contact ?

Je travaillais comme inspecteur d'Etat. Certains éléments contre-révolutionnaires m'ont contacté, et j'en ai immédiatement informé la Sécurité de l'Etat. C'est à partir de là qu'une mission m'a été confiée.

Comment arrives-tu à La Havane ?

En raison des tâches de plus en plus complexes qui me sont confiées. Mes supérieurs me demandent de partir pour la capitale. Et c'est là que j'ai eu le plus de contact avec la contre-révolution.

A partir de ton expérience, que penses-tu de ladite « opposition » ou de la « dissidence » interne ?

La contre-révolution a vendu son âme au Diable. Ce sont des mercenaires dépourvus de tout patriotisme et de toute conviction. Ce qui les intéresse, ce sont les dollars : ils font leur petite campagne et ils y gagnent des dollars. Un des meilleurs exemples est celui de Jorge Luis Garcia Pérez (Antunez), autour de qui on a fait beaucoup de battage à l'étranger. Il prétend qu'il va convoquer une marche contre-révolutionnaire n'importe où à Cuba et, automatiquement, il reçoit de l'argent.

D'ici, ils informent que la « manifestation » a rassemblé 150 à 200 personnes – ce qui est absolument faux car, quand il a eu l'occasion de faire quelque chose, il est sorti avec deux ou trois provocateurs. Et que fait Antunez de cet argent ? Mener la grande vie.

Il y a les cas de Martha Beatriz Roque Cabello, qui reçoit des sommes considérables – et on sait bien qui est Martha Beatriz –, d'Elizardo Sanchez, de Juan Carlos Gonzalez Leyva, ce dernier étant le secrétaire exécutif du prétendu « Conseil des rapporteurs sur les droits de l'Homme à Cuba ».

Gonzalez Leyva a fait du mercenariat le moyen d'obtenir des faveurs personnelles. Par exemple, il a aidé plusieurs femmes avec qui il a eu des relations à sortir de Cuba en les faisant entrer au Programme des réfugiés de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane (SINA). Il est allé raconter à des organisations contre-révolutionnaires de Miami qu'il lui fallait de l'argent pour recharger les cartes téléphoniques des prisonniers, il en reçoit et le garde pour lui.

Il est clair que ces prétendus dissidents ne sont animés par aucune éthique. Pour eux, ce qui compte, c'est l'argent. De plus, bon nombre de ceux qui sont liés à ces groupes sont allés jusqu'à réclamer l'intensification du blocus contre notre pays.

Ils m'ont proposé un jour d'écrire sur un blog qu'ils allaient administrer et dont ils m'ont même révélé le nom : El Guayacan cubano. Ils m'ont précisé qu'il devait être semblable à celui de la contre-révolutionnaire Yoani Sanchez et m'ont fait valoir qu'en y participant, je pourrais bien gagner ma vie.

Et comment ce blog était-il censé fonctionner ?

Ils m'ont expliqué que le blog demanderait des dons à ses lecteurs. Ils ont bien précisé : « Nous, on administre le blog El Guayacan cubano, et toi, tu demandes à tes lecteurs de t'envoyer de l'argent pour assurer ta subsistance. »

Le véritable administrateur du blog est Enrique Blanco, un contre-révolutionnaire résidant à Porto Rico. Il appartient à un projet dénommé Operation Liborio, et qui est censé financer ladite opposition depuis l'étranger.

Il a fait paraître des informations sur le blog sous ma signature. Par exemple, si je ne peux pas assister à telle ou telle activité, et il s'agit presque toujours des activités des Dames en blanc, il les appelle directement et rédige l'information.

Puisque nous parlons d'information, est-il difficile d'organiser une campagne médiatique contre Cuba ?

Pas du tout. Dans mon cas, il me suffit de joindre Radio Marti, et ils me rappellent immédiatement. Je peux inventer une nouvelle ici même, et ils la diffusent sans rien confirmer ni vérifier.

Il n'y a pas longtemps, j'ai moi-même monté tout un cirque autour du procès d'une contre-révolutionnaire. J'ai dit qu'en sortant de chez moi, je passais devant le siège du Tribunal provincial révolutionnaire de La Havane et que j'avais vu un grand déploiement d'agents de

la sécurité de l'Etat, que j'avais pu observer aussi la présence de représentants de la presse étrangère, qui ne m'avaient pas vu...

J'ai ajouté quelques « ornements » à mon histoire : les agents de la Sécurité m'avaient reconnu et m'avaient forcé, sous la menace, à monter dans une voiture pour me conduire à un commissariat tout proche.

Lorsque j'ai appelé Radio Marti, la personne qui m'a répondu au téléphone m'a prévenu : « Quand tu parles de menaces, il faut que tu précises lesquelles... » J'ai répondu que oui, tout à fait, en lui disant de ne pas s'inquiéter. Et à partir de là j'ai écrit ma « nouvelle ».

Radio Marti ne vérifie aucune information. Pour ces gens-là, tout est bon pourvu que Cuba soit dénigrée. Dès que j'ai eu transmis mon rapport, ils m'ont dit que celui-ci serait diffusé dans les bulletins d'information.

Dans les campagnes médiatiques contre Cuba, le scénario nous vient toujours de l'étranger. Tout n'est que mensonge, des fausses histoires d'arrestation, des incidents montés de toutes pièces.

Quelles sont les organisations qui se prêtent le mieux à l'orchestration de ces campagnes à l'étranger ?

En toute certitude, la Société interaméricaine de presse (SIP) et Reporters sans frontières (RSF). Ces deux organisations sont prêtes vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept à fomenter n'importe quelle campagne médiatique contre notre pays.

Comment fonctionne le Programme des réfugiés de la SINA ?

Le Programme de réfugiés du Bureau des intérêts des Etats-Unis a pour objectif de faire croire qu'un certain nombre de personnes quittent Cuba pour cause de persécution politique, et c'est justement ce qui motive la plupart des agents de la contre-révolution à faire leur « boulot » à l'intérieur de l'île.

Ils doivent fournir à la Section des réfugiés la preuve qu'ils sont harcelés par le gouvernement cubain, ils inventent des « arguments » pour décrocher un visa.

La manipulation du terme de « réfugié » est manifeste, à en juger par la quantité de visas délivrés à ce titre chaque année. Cependant, la plupart de ces individus qui obtiennent la résidence aux Etats-Unis et qui viennent ensuite à Cuba en visite, ne sont ni importunés ni arrêtés, ni par la police ni par la Sécurité de l'Etat, ce qui est bien différent pour les réfugiés, les vrais, dans d'autres pays...

En mars 2010, les Dames en blanc ont monté des provocations. L'une d'elles, appartenant au groupe de soutien, m'a dit dès le premier jour : « Serpa, j'ai besoin de ton aide ; il me faut des preuves car je vais avoir mon entretien au service des Réfugiés la semaine prochaine. Il lui fallait son « aval » politique. Il leur faut absolument des photos, où on les voit défiler dans les rues, parce que le programme exige, entre autres choses, les nouvelles diffusées sur Internet, et elles agissent en fonction de cela. Laissez-moi vous dire que n'importe quelle femme se présente au fameux entretien, présente des photos ... pour la SINA, c'est un argument de poids.

Il n'y a pas que la SINA qui aide les groupuscules de la contre-révolution. Que pouvez-vous nous dire des autres ambassades ?

Ici, à La Havane, un groupe sélect d'ambassades de l'Union européenne soutiennent ouvertement la subversion, et je peux citer quelques cas.

A l'ambassade de Pologne, le diplomate Jacek Padee, en charge des Affaires politiques, assistait fréquemment à des activités de ce genre.

Avant que ne s'achève sa mission ici, M. Padee est venu me trouver personnellement pour récupérer les vidéos que j'avais pu filmer en plusieurs points du territoire cubain pour la réalisation d'un documentaire sur le contre-révolutionnaire Orlando Zapata Tamayo. Ces vidéos, il les a envoyées de son ordinateur à Pedro Corso, le directeur de l'« Institut de la mémoire historique contre le totalitarisme », un groupe qui a son siège à Miami.

L'ambassade des Pays-Bas fournit régulièrement des moyens à la contre-révolution, notamment en matériel de bureau, mais aussi pour l'accès à Internet.

A l'ambassade de la République tchèque, les groupuscules se voient offrir des médicaments, et les « dissidents » sont invités à fournir des informations sur les « violations » des droits de l'Homme. Le fonctionnaire de cette ambassade directement impliqué dans ces agissements est M. Pete Brandel. La représentation de la Suède fait à peu près la même chose.

Le conseiller de l'ambassade d'Allemagne, Volker Pellet, est un complice notoire : il est descendu dans la rue pour soutenir les Dames en blanc dans leurs provocations.

Autrement dit, plusieurs ambassades européennes à La Havane se sont prêtées à la sale besogne requise par ces actes de mauvaise foi contre notre peuple et notre Révolution.

En ce qui concerne le fonctionnement de la SINA, je peux vous parler des agissements de deux de ses fonctionnaires : Kathleen Duffy et Lowell Dale Lawton

A un des thés littéraires organisés par les Dames en blanc, Laura Pollan, chef de file du groupe, m'a demandé de la filmer en vidéo pendant qu'elle remercierait la Fondation nationale cubano-américaine pour son soutien au groupe.

J'ai donc pris les images et j'en ai parlé à Duffy, qui m'a dit : « J'en ai déjà parlé à mes chefs. » Elle a transféré sur son ordinateur personnel le film que j'avais sur ma clé USB, elle a ouvert un compte sur Youtube à mon nom, et elle y a mis le film.

Pendant les événements de mars, Laura Pollan m'a ordonné de faire passer des messages à cette fonctionnaire, parce que c'est elle qui est censée contrôler les prétendues violations des droits de l'Homme.

Quant à Lowell Dale Lawton, il m'a demandé d'évaluer les actions des Dames en blanc, spécialement après les critiques des médias que lui a valu sa participation à ces actes de provocation.

Lawton a reçu les photos et les rapports qu'il m'avait demandés par courrier électronique. Le lendemain de la marche contre-révolutionnaire organisée à Miami par Gloria Estefan, je suis allé à la SINA et Lawton m'a envoyé chercher dans une de leurs salles d'accès à Internet. Il voulait me voir en tête à tête pour me demander des informations sur ce qui s'était passé dans le cadre de la provocation montée le 25 mars. Il ne fait aucun doute que la question des Dames en blanc a donné lieu à d'énormes manipulations. Elles ont tout l'accès qu'elles veulent à la SINA.

Par ailleurs, elles se sont livrées, jusqu'à ce jour, à toutes ces provocations parce qu'elles se savaient protégées par les forces de police cubaines et les membres du ministère de l'Intérieur. Elles savent que ce qu'elles cherchent à provoquer, à savoir un incident tragique, ne sera pas permis.

Et les fonctionnaires du Bureau des intérêts sont au courant. Ils soutiennent la subversion des Dames en blanc mais aussi de tous les groupuscules.

Maintenant que le gouvernement cubain a pris la décision de libérer les prisonniers contre-révolutionnaires, je crois que leurs actes de provocation ont perdu toute base. Par conséquent, les fonctionnaires de la SINA s'occupent maintenant de faire pression sur quelques-unes des Dames en blanc, dont Laura, pour qu'elles refusent de quitter le pays, et ils montent une campagne de presse pour faire croire au monde que Cuba leur impose l'exil.

Leur politique contre l'île est donc contradictoire : d'une part, ils persistent à répéter que les gens émigrent parce que la Révolution n'a plus de soutien, et de l'autre, ils ne veulent pas que les contre-révolutionnaires qu'ils ont créés et stimulés s'en aillent parce qu'ils n'auraient plus d'acteurs à employer pour leurs plans subversifs.

Qui est réellement Laura Pollan ?

Laura Pollan a été institutrice. Depuis qu'elle est entrée aux Dames en blanc, elle se donne des grands airs de protagoniste et gagne pas mal d'argent. Il y a même eu des conflits entre elle et les autres Dames en blanc pour cette même raison.

Elle est très amie avec Eulalia San Pedro, plus connue sous le nom de Laly, de la FNCA. Cette Eulalia est chargée d'envoyer les fonds, au nom de la Fondation, pour tous les actes de provocation.

A propos, lorsque j'ai fait mes débuts de « journaliste » pour les Dames en blanc, je parlais beaucoup, dans mes rapports pour Radio Marti, dans d'autres médias et d'autres sites Internet, des appels téléphoniques qu'adressait Eulalia à Laura à tous les thés littéraires, jusqu'au moment où Pollan en personne et une autre femme du groupe, Miriam Leyva, m'ont demandé de ne plus parler ni d'Eulalia ni de la FNCA dans mes articles, parce qu'il s'agissait d'une organisation terroriste et qu'il risquait à tout moment d'en être question à l'émission de la télévision cubaine Table ronde.

Laura est manipulatrice, elle est très habile et a participé à des affaires illicites. Son nom figure sur la liste VIP de la SINA, ce qui lui donne le droit d'y être reçue à toute heure du jour et de la nuit.

Quel est le canal utilisé pour les approvisionnements destinés à la contre-révolution ?

Le principal canal est la Section des intérêts des Etats-Unis, qui viole sans ménagement la Convention de Vienne. Je dirais que 80% de ces approvisionnements passent par les mains des fonctionnaires diplomatiques de la SINA.

Les Dames en blanc ont reçu des caisses et des caisses de matériel envoyé de Miami par le contre-révolutionnaire Frank Hernandez Trujillo, du groupe de soutien à la « dissidence.

La SINA a fourni des ordinateurs portables et d'autres matériels. Chose curieuse, quand ils vous donnent quelque chose il faut signer un reçu, un peu comme pour une livraison normale. Je crois avoir compris que c'est pour que les bénéficiaires remettent ce qui ne leur appartient pas au cas où ils quitteraient le pays.

Quels sont les principaux terroristes associés à la « dissidence » ?

En plus de la FNCA, il y a Horacio Salvador Garcia Cordero, du « Conseil pour la liberté de Cuba ». Il travaille avec Luis Zuñiga Rey.

Je pense aussi à Angel Pablo Polanco Torrejon, qui s'occupe de promouvoir ici un projet contre-révolutionnaire intitulé Initiative Pro-Changeement, sous les instructions d'Horacio et de Zuñiga.

Pourrais-tu décrire un peu le matériel que reçoit l'« opposition » ayant accès à la SINA ?

Ce qui retient le plus mon attention est tout ce qu'ils font pour que la contre-révolution s'exprime sur Internet. Ils ont ouvert trois centres d'accès à Internet : un en haut, au Consulat, dénommé Eleanor Center, et, en plus, le Lincoln Center et le Benjamin Franklin Center. Les centres en question s'intitulent Centres de ressources informatives de la Section des intérêts, et ils sont dirigés par le bureau de presse et de culture de la SINA.

Ils y distribuent de la littérature contre-révolutionnaire. Par exemple, ils reproduisent le Miami Herald à une centaine d'exemplaires et le distribuent parmi les contre-révolutionnaires mais aussi parmi les gens qui se présentent pour des démarches migratoires.

Pour moi, la SINA est une sorte d'état-major qui dirige la tactique et la stratégie de l'activité contre-révolutionnaire. C'est dans ces locaux que les contre-révolutionnaires sont préparés et instruits et qu'on leur permet d'imprimer des tracts, des déclarations sur tout et n'importe quoi, de photocopier des articles qui sont ensuite distribués sur place, y compris aux fonctionnaires.

Et toi, comment accédais-tu à la SINA ?

Comme d'autres, j'ai été autorisé à y aller tous les mercredis, mais quand je suis devenu le « journaliste » des Dames en blanc, j'ai aussi pu m'y rendre le lundi. Il est arrivé que la SINA m'autorise à entrer et à rédiger mes articles sur place.

Appartiens-tu à une catégorie spéciale pour la Section des intérêts ?

J'ai un visa. Mon aval « contre-révolutionnaire » m'a valu de bénéficier du Programme des réfugiés. Je suis considéré comme « persécuté » pour mon travail de « journaliste indépendant ».

Depuis quelle année ?

Depuis le 16 novembre 2009. A propos, le visa a été demandé par plusieurs ambassades de l'Union européenne de La Havane, et en particulier par Ingemar Cederberg, ex-ministre conseillère de l'ambassade de Suède.

Comment fabrique-t-on un dissident ?

Je suis moi-même un dissident fabriqué. Mon cas illustre la manière dont on peut faire croire à l'étranger qu'il existe ici une solide « opposition » et une prolifération de groupes anticastristes, comme ils se plaisent à le dire.

Dans ce petit monde, je suis à la fois membre, directeur, porte-parole... de groupes quasiment fantômes, qui existent sur le papier mais dont le peuple ne sait même pas qu'ils existent, parce qu'ils n'ont aucune popularité et encore moins de partisans.

Pour plus de précisions, je suis le coordinateur national du Projet civique et culturel Julio Tang Texier, financé depuis Miami par le terroriste Angel de Fana Serrano, de « Plantados por la Democracia », qui a fait vingt ans de prison à Cuba pour terrorisme mais qui joue maintenant les pacifistes, les défenseurs des droits de l'Homme...

Je suis aussi directeur de la bibliothèque indépendante Ernest Hemingway ; directeur de l'Union des journalistes libres de Cuba, une organisation formée par cinq autres personnes qui, toutes, n'ont d'autre intérêt que de quitter le pays. Cette « Union des journalistes libres » est aussi payée par Miami, plus précisément par le Directoire démocratique cubain (DDC).

J'ai été représentant de la brigade 2506. A ce titre j'ai reçu un téléphone portable et de l'argent pour monter des actes de provocation contre notre pays. Je reste le correspondant de la revue Miscelaneas de Cuba, éditée en Suisse et dirigée par le contre-révolutionnaire Alexis Gainza.

J'ai été désigné porte-parole et membre de la junte de direction du Front national de résistance et de désobéissance civique à Cuba, dont le support économique provient aussi du DDC, de Femmes anti-répression (MAR) pour Cuba, et d'autres groupes de Miami qui forment l'autoproclamée Assemblée de résistance.

En plus, je suis l'agent de liaison national des présumés gouvernements d'opposition, que dirige depuis Porto Rico Enrique Blanco, celui-là même qui administre mon blog.

Voilà comment on fabrique un « dissident » ou un soi-disant « opposant », qui se cache aujourd'hui derrière la façade du bibliothécaire indépendant, du journaliste indépendant, du défenseur des droits de l'Homme, etc...

A quoi attribues-tu la solidité de la Révolution cubaine ?

A cette unité qui existe entre le peuple et sa Révolution. A cette unité autour de notre commandant en chef Fidel Castro, et de Raul. A la force des idées que nous avons toujours défendues.

Il m'est arrivé de penser que si je n'ai pas pu combattre dans les rangs de l'Armée rebelle, ou dans la clandestinité contre Batista, ou encore empoigner une arme contre les mercenaires débarqués à Playa Giron, ou être un milicien posté dans sa tranchée pendant la Crise d'Octobre, ou partir combattre en Angola ou en Ethiopie, la vie m'a tout de même donné l'occasion, avec cette mission, de prendre place en première ligne de défense de notre peuple. Sans aucun doute, il y en a qui continuent de nous sous-estimer, mais il y a aussi quelque chose d'évident : les organes de la Sécurité cubaine ont été, restent et resteront où ils doivent être, et au moment propice. Les ennemis de la Révolution, à l'étranger comme dans le pays, n'en finissent pas de tirer les leçons de l'histoire, parce qu'il y aura toujours sur leur chemin, et là où ils s'y attendront le moins, un « Emilio ».

LES RAISONS DE CUBA (2)

Le fiasco de l'expérience

Témoignage inédit de Moisés Rodriguez Quesada, l'agent « Vladimir » des Services de renseignement cubains, qui a infiltré la contre-révolution pendant 25 ans

Deysi Francis Mexidor

Traduction Granma International

Moises Rodriguez Quesada en sait très long sur l'histoire des groupuscules contre-révolutionnaires à Cuba. Il a vécu parmi eux. Quand on lui demande de fouiller dans sa mémoire, il nous transporte immédiatement jusqu'à l'année 1980.

C'est à cette époque qu'il fit la connaissance d'Elizardo Santa Cruz Pacheco, alias El Camajan. « Cette relation m'a amené à entrer en contact avec d'autres individus qui se proposaient, avec lui, de constituer un mouvement qui lutterait pour « les droits de l'Homme » dans le pays mais, en réalité, servirait la vieille cause des Etats-Unis : en finir une bonne fois avec la Révolution dans l'île. »

C'est ainsi que cette histoire a commencé, mais « Washington donne l'ordre de ne pas se limiter à cet aspect et de créer des groupes d'artistes, de professionnels de diverses branches du savoir, bref, des groupes d'action politique », se souvient Moisés qui fut le premier vice-président du prétendu Comité cubain pour les droits de l'Homme de cette époque.

« Nous avons passé un certain temps à nous mettre d'accord sur ce qu'il y avait à faire, et surtout à écouter les ordres de nos maîtres : la Section des intérêts des Etats-Unis qui faisait déjà office, à La Havane, de concepteur et maître d'œuvre de la contre-révolution », assure cet homme qui s'exprime sur un ton posé.

Le contexte était propice. Les événements qui se produisirent en Europe dans les années 1980 et 1990, aboutissant à la chute du camp socialiste, servirent de bouillon de culture à ces groupuscules.

« On tentait alors de fabriquer un certain parallélisme avec Cuba », nous explique Moisés.

« A cette époque, les fonctionnaires venaient d'Europe de l'Est pour "la grande offensive", comme s'il s'agissait de porter le coup de grâce au socialisme cubain.

« Je participais aux réunions avec les Etasuniens et les dirigeants de la "dissidence". Le pronostic était unanime : la Révolution coulait à pic, c'était une question de jours, et ils fêtaient à l'avance l'effondrement de la Révolution », se rappelle aujourd'hui Moisés, qui portait alors le pseudonyme de « Vladimir » pour les organes de la Sécurité de l'Etat. Vladimir avait reçu pour mission de pénétrer le petit monde de ceux qui se disent des opposants politiques mais qui en réalité, selon cet employé des Douanes, saisissent pour la plupart « la première chance qui se présente pour quitter le pays, et dans cette attente, se font de l'argent ».

Son foyer a même accueilli plusieurs réunions, dont un « Sommet parallèle » au Sommet ibéro-américain qui se tenait à La Havane. Il s'agissait de mettre à profit la présence des présidents « pour faire croire que nous avions une opposition organisée ».

De l'avis de Moisés, la SINA a été le « laboratoire » en charge de concevoir la formule « chimique » de ce mouvement de prétendus défenseurs des droits de l'Homme. La SINA a parrainé chaque projet, chaque expérience comme la Concertation démocratique cubaine, la Coalition démocratique cubaine, le Concile cubain, La Patrie est à tous, Tous unis, etc... L'objectif était évidemment d'unir la contre-révolution.

Pourtant, raconte Moisés, chaque groupe, qui pouvait être formé de deux, trois, quatre ou dix personnes, avait ses propres particularités. Les fonctionnaires de la SINA « nous donnaient des conseils et même des ordres à exécuter ».

Avec le temps et surtout les faibles résultats obtenus, « ils auront certainement constaté qu'au bout du compte, leurs plans n'ont pas eu le succès escompté ».

DE SERVICE AU BUREAU

Moisés perçoit l'immeuble de la Section des intérêts des Etats-Unis de La Havane comme un « lieu ténébreux ».

De 1988 à 2005, il a connu tous les chefs et fonctionnaires qui sont passés par ce bureau. « Il y a eu à Washington des administrations différentes qui se montraient plus ou moins agressives envers la Révolution cubaine. Le chef de la SINA recevait les instructions pertinentes et, à partir de là, travaillait auprès de nous. »

Il se souvient qu'« en 1992, Vicky Huddleston fut envoyée à La Havane par le Département d'Etat pour “discuter” avec la Commission cubaine des droits de l'Homme et de la réconciliation nationale, en quête de soutien à la loi Torricelli, signée de fraîche date ».

« La réunion a eu lieu dans le bureau du chef de la SINA, et les quatre membres – dont je faisais partie – de la présidence de la Commission y ont participé. L'objectif d'Huddleston était de nous amener à nous prononcer en faveur du blocus et de cette guerre économique contre notre pays, tout spécialement devant l'opinion publique internationale. »

C'est en ces circonstances que Moisés fit la connaissance de Vicki Huddleston, « qui devait devenir le chef de la SINA. Cette réunion nous donna un avant-goût, plutôt épicé, de ce qu'allait être sa mission à la tête de la SINA ».

A partir de là, il connut aussi Robin Diane Mayer, deuxième secrétaire politique et économique de 1994 à 1996, puis Timothy Zuñiga Brown, premier secrétaire politique et économique entre 1997 et 1999, Victor Vockerodt, qui exerça les mêmes fonctions que Diane, mais dans l'étape 1999-2002, et Steven Rice, vice-consul de 1995 à 1999.

« La période de Mayer, celle du surgissement du Concile cubain, fut à mon sens le moment où la Maison Blanche multiplia les manœuvres puisqu'elle présumait que la fin de la Révolution approchait. Ils ont même pensé créer à l'intérieur du pays une tête de pont avec un leader, ou une direction unique des groupuscules des droits de l'Homme. »

C'était vers 1995. A cette date la SINA « parvient à créer artificiellement, non sans effort, une sorte d'union des diverses organisations. Ils disaient que nous étions trois cents, mais il forçaient la dose : nous étions moins de 150 ».

Seulement voilà, il fallait faire un rapport, envoyer un papier convaincant, quitte à fausser les statistiques en fabriquant des groupes fantômes. Les chiffres ne pouvaient pas mentir, et « plus nous envoyions de rapports sur des groupuscules donnés, plus nous étions payés, plus on nous envoyait d'argent ». Les fonds « provenaient directement de la mafia de Miami, utilisée par le gouvernement étasunien pour faire passer les grosses sommes d'argent ».

Passant en revue quelques-uns des fonctionnaires de la SINA auxquels il a pu accéder, Moisés signale que la diplomate « Robin Diane Mayer, qui venait d'Europe de l'Est, était orfèvre en la matière ». Je suis sûr, ajoute-t-il, que son gouvernement misait sur elle pour en finir avec la Révolution ».

Or, Mayer apportée jusqu'ici par les vents de l'effondrement du socialisme européen, « dut repartir bredouille ».

Le flambeau fut repris par Zuñiga Brown, venu avec un « bon dossier » et censé s'être préparé à « remonter une opposition, puisque la plupart de ses membres étaient partis ». Il lui fallait même « essayer de mettre un frein à la débandade qui se produisit suite à la mise en place du Programme de réfugiés, conçu par eux-mêmes pour stimuler le travail de la contre-révolution à Cuba ».

Brown ne put pas faire grand-chose de sa mission qui dura deux ans, mais il déploya une intense activité auprès des groupuscules. « Nos relations se sont situées à un niveau élevé. C'est à la fin de sa mission de premier secrétaire politique et économique de la SINA qu'il favorise mon voyage aux Etats-Unis », avec un alibi : « J'étais censé aller au Costa Rica, à un cours à l'Institut inter américain des droits de l'Homme, qui entretenait des relations avec la Commission cubaine des droits de l'homme. »

Le diplomate, ou plutôt la SINA, paya le voyage de Moisés en 1999 mais, bizarrement, celui-ci ne mit pas le pied à San José : ses parrains le maintinrent en permanence aux Etats-Unis, où il devait exécuter tout un programme de travail préalablement conçu.

Cela lui permit de retrouver « plusieurs contre-révolutionnaires cubains qui avaient émigré, comme Ricardo Bofill, Adolfo Rivero Caro et d'autres, la fine fleur des groupuscules de Miami. Il faut d'ailleurs signaler ici que si les groupuscules de La Havane étaient divisés, ceux de Miami ne l'étaient pas moins. C'est depuis Miami qu'ils dirigeaient ceux de Cuba, chacun dans leur coin », explique Moisés.

Il se trouve que dans l'île comme aux Etats-Unis, la cause principale de la division de ces groupuscules est que chacun entend avoir le dessus, en prestige et en argent. C'est là un des motifs de la querelle entre Elizardo et Bofill. Ils se sont disputés pour une poignée de dollars et ont ainsi détruit la première Commission des droits de l'Homme.

Pendant son séjour aux Etats-Unis Moisés établit des relations avec l'organisation Freedom House, à laquelle appartient l'agent de la CIA Frank Calzon (aujourd'hui directeur du Centre pour une Cuba libre), qui avait alors approuvé un budget de 49 000 dollars destiné à l'aide aux prisonniers et à leurs familles et aux dépenses de ladite Commission cubaine des droits de l'Homme et de la réconciliation nationale.

Moisés y retrouve aussi Robin Diane Mayer, qui occupe à ce moment-là un poste élevé au sein du gouvernement étasunien, et il fait la connaissance de Victor Vockerodt, qui sera désigné à la tête de la SINA, pour tenter « d'armer une contre-révolution déjà démoralisée et décimée ».

Avec l'accession de George W. Bush à la présidence, la politique de subversion contre Cuba prend un nouvel élan et trouve en la personne de James Cason un de ses principaux exécutants à Cuba, où il dirige la SINA de 2002 à 2005. « Il y mène une action assez agressive. »

C'est sous l'égide de ce caporal Cason qu'ont lieu « les grandes réunions de la contre-révolution au domicile d'un des chefs de la SINA », commente Moisés avant d'évoquer un des actes les plus répugnants dont il a été témoin : « En 2004, raconte-t-il, on a simulé un vote pour des élections présidentielles à la résidence de Cason. Ceux qui y étaient, dont moi-même, avaient l'impression de se trouver aux Etats-Unis. Il y régnait un climat dangereux d'agressivité et de haine envers la Révolution cubaine. On a même lancé des vivats à Bush dans la soirée, et presque tous les présents ont voté pour sa réélection à la présidence. »

Moisés conserve une carte, signée par le chef en second de la Section à cette époque, qui lui permet d'entrer à la SINA à toute heure. « Je pouvais y aller chaque fois que je le voulais. J'étais bien reçu, parce que j'avais un bon dossier de "contre-révolutionnaire", qui me servait de garantie. »

L'ESSENCE DU MERCENARIAT

Les groupuscules ou les individus tels que ceux que fréquentait Moisés sont les pièces indispensables à toute administration étasunienne pour mettre en route la machine de la subversion. Ils alimentent ces campagnes de discrédit qui justifient l'hostilité contre Cuba. C'est une stratégie qui se maintient et qui s'intensifie.

Le 23 février dernier, Barack Obama publiait un communiqué où il ne lésinait pas sur les adjectifs pour encenser la contre-révolution et manipuler en même temps le premier anniversaire de la mort d'un prisonnier de droit commun dont Washington, le secteur le plus

récalcitrant de Miami et l'Europe avaient fait un « dissident » avec l'aide des médias de désinformation au service de l'empire.

Obama a fait la sourde oreille aux avertissements que lui avait fait parvenir le chef actuel de la SINA, Jonathan Farrar. En effet, on sait désormais grâce à

WikiLeaks que celui-ci avait écrit au Département d'Etat pour l'informer que ladite dissidence est totalement coupée de la vie du pays, n'a aucune influence parmi les jeunes et que ses membres sont pratiquement inconnus en dehors du cercle des diplomates étrangers et de la presse.

« Ces groupes, signale Moisés, ont été les principaux interlocuteurs et les “informateurs” utilisés pour confectionner le dernier chapitre de la manipulation montée contre l'île, qui avait pour protagonistes des prisonniers ou des personnes liées à la “dissidence” qui décident de faire des grèves de la faim ». La vie humaine était en jeu, mais cela n'a pas empêché la Maison Blanche d'enfourcher son cheval de bataille et de monter une méga-campagne contre notre pays.

Moisés apporte des explications supplémentaires. Pour lui, il est indubitable que les membres de cette présumée opposition « sont plus et mieux payés dans la mesure où ils disent ce qu'on veut entendre à l'étranger ».

De son séjour aux Etats-Unis, il rapporte quelques anecdotes : « Je suis allé dans les studios de Radio Marti », signale-t-il, « où j'ai participé, avec Emilio San Roman, à une réunion. San Roman était le directeur des émissions destinées à Cuba. Et ce dont il a été question à cette réunion levait toute espèce de doute : cette station de radio anticubaine s'alimente de l'information en provenance de l'île, et plus celle-ci est déformée, mieux cela vaut. De tous temps, ils ont été les champions de la manipulation. »

« Radio Marti reçoit un budget du gouvernement étasunien, et cet argent sert à payer les actes qui justifient les agressions contre notre pays », ajoute-t-il.

Moisés évoque les circonstances dans lesquelles on en est venu à parler de « prisonniers politiques » et de « prisonniers de conscience ». « Ces formules, dit-il, “ont été vendues” à Elizardo Sanchez, parce que ce sont les termes utilisés par ladite Human Rights Watch pour tenter de différencier et de justifier les prisonniers contre-révolutionnaires, pour suggérer que ceux-ci sont en prison parce qu'ils “pensent”, ce qui est archifaux. Ils touchent de grosses sommes d'argent pour faire ce qu'ils font et, dès qu'ils ont passé ce “test”, ils peuvent partir aux Etats-Unis. Ça, c'est le gros lot ! »

« Bon nombre de ceux qui sont partis de cette manière ont cessé de faire parler d'eux, et ils se sont rendus compte à leurs dépens que l'aide et le soutien ne sont pas aussi généreux qu'on le dit. A Miami, on ne leur donnait pas toute l'importance qu'on leur donnait à Cuba, parce que le fait qu'ils ont quitté le pays ne rapporte plus aucun bénéfice au gouvernement étasunien. Ils devenaient, en quelque sorte, un zéro à gauche, une marchandise sans valeur. »

Pendant plus de vingt-cinq ans de services auprès de la Sécurité de l'Etat, Moisés Rodriguez Quesada (Vladimir) a eu la possibilité de « rencontrer presque tous, si ce n'est tous ceux qui ont trempé dans les affaires de la contre-révolution à Cuba. Si la SINA en est le quartier général, la maison d'El Camajan, par exemple, est son ambassade. « Je le sais bien parce que j'y ai vécu six ans. »

Elizardo a toujours eu soif de pouvoir. Les listes de prisonniers qu'il possédait, les cartes portant mention du lieu exact où se trouvait la prison de chacun, tout cela donnait à penser qu'il était l'homme le mieux informé de la situation des droits de l'Homme à Cuba. C'est la tâche fondamentale qui lui a été confiée par la SINA dès le début.

« A une certaine occasion, le bruit a couru qu'il pourrait être un agent double. Les Etasuniens disaient avoir été informés qu'il travaillait peut-être pour la Sécurité cubaine, mais ils soutenaient que cela ne les intéressait pas. Ce qui les intéressait au plus haut point, c'était les rapports qu'il écrivait pour Genève dans le but de faire condamner Cuba pour de prétendues

violations des droits de l'homme. Aujourd'hui encore, Elizardo reste la source d'information la plus fiable de la SINA sur ce thème. »

« La contre-révolutionnaire Martha Beatriz Roque a profité d'une réunion pour demander un beau jour à Elizardo de la propulser dans ce petit monde des groupuscules. "J'ai besoin, a-t-elle dit, que tu m'aides à franchir les échelons." Elle a toujours cherché à se mettre en vedette, pensant qu'une Assemblée de mercenaires résoudrait son problème pour le reste de ses jours, qu'elle en tirerait beaucoup d'argent. Elle sort régulièrement de nouveaux projets. Cette femme a voulu faire beaucoup de mal à la Révolution cubaine.

« Et ainsi de suite... Ces dernières années, il me semble que les méthodes ont changé, ont subi une métamorphose, mais l'essence reste la même : il s'agit de miner le prestige de la Révolution cubaine, de faire croire qu'il existe ici une opposition, et ce n'est pas vrai. »

Moisés est convaincu que ces salariés « cherchaient avant tout un aval politique pour le présenter au Programme de réfugiés de la SINA, qui est devenu un boomerang : voulant stimuler la contre-révolution, il a fourni à ses meneurs et à une bonne partie des membres le moyen de partir. Je n'en ai pas connu un seul qui soit réellement sincère. Tous portent en eux le servilisme, l'annexionnisme et le mercenariat. »

LE DERNIER ROUND

Moisés vit aujourd'hui ce qu'il appelle la « décompression ». Il s'est fait passer pendant tant d'années pour ce qu'il n'était pas ! Maintenant, il regarde ses enfants droit dans les yeux. Ceux-ci ont peut-être eu du mal à comprendre pourquoi il ne participait plus aux réunions de parents d'élèves, à quoi tenait cette apparente apathie. Ses voisins, ses compagnons de travail ont cessé de voir en lui un « drôle de type ». Le voici redevenu lui-même. A 50 ans, dit-il, c'est « une joie immense »

Il retrouve son identité au moment où on s'apprête à fêter d'autres cinquantièmes anniversaires : celui de la victoire de Playa Giron en avril, puis, en juin, celui du ministère de l'Intérieur. L'homme qui s'est forgé dans le combat silencieux me sourit. On dirait un adolescent heureux, pareil à celui qu'il était lorsqu'il étudiait à l'école Lénine. « L'école Lénine et l'agent Vladimir... ont beaucoup à voir l'un avec l'autre ! ». Il enchaîne cette idée sur une autre : « Fidel nous a donné cette école qui, pour moi, a une valeur exceptionnelle : c'est le plus beau cadeau qu'il m'ait fait dans mon enfance, dans mon adolescence, dans ma jeunesse. La formation que j'y ai reçue a été le moteur ; je n'ai jamais oublié les années passées dans cette école. »

« Qu'est-ce qui a été le plus dur ? », lui ai-je demandé à la fin de mon interview..

« D'être pris pour ce que je n'étais pas. J'en ai eu du chagrin. Mais j'ai maintenant le cœur tranquille, parce que je sais qu'en ce moment même, d'autres Cubains font la même chose. Mon pays ne restera jamais sans protection. » •